



PROCES VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL DU  
18 juillet 2022

Celui-ci s'est réuni au lieu ordinaire des séances, après convocation du 01/06/2022, sous la présidence de Mme Sylvie COMUZZI, Maire d'Izernore

Etaient présents :	Sylvie COMUZZI, Raymond JOYARD, Christianne MAURON, Michel MOINE, Françoise DESMIDT, Xavier BOSSAN, Pascal CURTET, Edda GRASSET, Isabelle GREGIS, Christophe PERROUSSET, Jean-Marie PONCET, Pascale GOUILLOUX, Hervé GARBE, Claire ZARA-MARMETH - Mathilde FAVRE
Excusées :	Juliette AUGERT - Maguy EMPEREUR - Louison DONIER
Pouvoirs :	Juliette AUGERT à Edda GRASSET Maguy EMPEREUR à Sylvie COMUZZI Louison DONIER à Raymond JOYARD
Secrétaire de séance :	Hervé GARBE

Ouverture de la séance : 19 h

Le procès-verbal du Conseil Municipal du 7 juin 2022 n'appelle aucune observation, il est approuvé à l'unanimité.

**DECISIONS SIGNEES du Maire**

ARRETES A2022008 : signé le 21/06/2022 pour l'autorisation de trappage des chats errants sur la commune jusqu'au 31/12/2022

DECISION 2022-192-117 : signée le 03/06/2022 avec CSI de 129,00 € HT soit 154,80 € TTC pour l'achat d'un disque dur interne SSD 480 Go

DECISION 2022-192-118 : signée le 07/06/2022 avec Office National des Forêts de 8.658,43 € HT soit 9.882,43 € TTC pour le programme d'actions 2022

DECISION 2022-192-119 : signée le 14/06/2022 avec SIGNAUX GIROD de 115,48 € HT soit 138,58 € TTC pour l'achat de panneaux de signalisation de voirie

DECISION 2022-192-120 : signée le 09/06/2022 avec ILIANE de 4.700,00 € HT soit 5.640,00 € TTC pour l'achat de fournitures pour l'école numérique (tableau numérique + ordinateur)

DECISION 2022-192-121 : signée le 14/06/2022 avec THONES BETON de 1.750,00 € HT soit 2.100,00 € TTC pour l'achat de blocs titan + anneau de levage + transport

DECISION 2022-192-122 : signée le 14/06/2022 avec GAVARD & FILS de 45.400,00 € HT soit 54.480,00 € TTC pour l'achat de bungalow pour la chasse : 2 modules réunions équipés + 1 module chambre froide, salle de découpe, WC)

DECISION 2022-192-123 : signée le 14/06/2022 avec MARCHAND MAÇONNERIE de 1.130,66 € HT soit 1.356,79 € TTC pour la réalisation de cunettes en béton à Ceyssiat

DECISION 2022-192-124 : signée le 14/06/2022 avec PETIOT TERRASSEMENT de 500,00 € HT soit 600,00 € TTC pour l'évacuation de matériaux stockés sur le parking de la Vignette

DECISION 2022-192-125 : signée le 14/06/2022 avec le CENTRE DE GESTION CDG 01 de 1.750,00 € pour une mission d'assistance juridique - consultation pour la fourniture de repas scolaires

DECISION 2022-192-126 : signée le 17/06/2022 attribution de lots - Ilôt Recordon - Annule et remplace décision n° 113

DECISION 2022-192-127 : Convention signée le 17/06/2022 pour l'entretien du chemin forestier « La vie d'Arbent » entre les communes d'Oyonnax, de Géovreisset, Samognat et Izernore

DECISION 2022-192-128 : signée le 22/06/2022 avec CAUX LOC Services de 509,80 € HT soit 611,76 € TTC pour la location de WC chimique du 15 au 18/07/2022 Tour du Valromey

DECISION 2022-192-129 : signée le 28/06/2022 avec DACD de 567,42 € HT soit 680,90 € TTC pour l'achat de fournitures d'entretien (déboucheur + rouleaux papier essuie main atelier)

DECISION 2022-192-130 : signée le 28/06/2022 avec DACD de 410,96 € HT soit 493,15 € TTC pour l'achat de fournitures d'entretien (gel hydroalcoolique et déboucheur en aérosols)

DECISION 2022-192-131 : signée le 28/06/2022 avec GONCET de 1.367,08 € HT soit 1.640,50 € TTC pour le remplacement de cartouche filtre adoucisseur (école, Grillons, salle des fêtes, cantine)

DECISION 2022-192-132 : signée le 28/06/2022 avec SPIE BATIGNOLLES de 5.300,00 € HT soit 6.360,00 € TTC pour la réfection de voirie en enrobés projetés (rue du stade, du château, ZI la Plain, en Longe Mâle)

DECISION 2022-192-133 : signée le 28/06/2022 avec EUROVIA VINCI de 8.891,94 € HT soit 10.670,33 € TTC pour la réalisation d'enrobés au groupe scolaire

DECISION 2022-192-134 : signée le 29/06/2022 avec PETIOT TERRASSEMENT de 2.969,00 € HT soit 3.562,80 € TTC pour la réalisation d'un puits perdu rue de la Mode

DECISION 2022-192-135 : signée le 28/06/2022 avec APAVE de 900,00 € HT soit 1.080,00 € TTC pour l'accompagnement technique et notices de sécurité atelier Grillons et groupe scolaire maternelle

DECISION 2022-192-136 : signée le 05/07/2022 avec ERGOSOLUTION de 10.164,50 € HT soit 12.197,40 € TTC pour l'achat d'une cuisine pédagogique avec plan de travail électrique réglable en hauteur

DECISION 2022-192-137 : signée le 05/07/2022 avec FROID ET MACHINES de 209,04 € HT soit 250,85 € TTC pour la réparation de la friteuse du gymnase



DECISION 2022-192-138 : signée le 05/07/2022 avec LAMPERTICO de 6.450,00 € HT soit 7.740,00 € TTC pour la modification du portail de la Vignette

DECISION 2022-192-139 : signée le 05/07/2022 avec GENOUX ELECTRICITE de 2.000,00 € HT soit 2.400,00 € TTC pour l'achat d'équipement électroménager (réfrigérateur, lave-vaisselle, micro-onde, table de cuisson) destiné à la cuisine pédagogique

DECISION 2022-192-140 : signée le 05/07/2022 avec PAGANI DISTRIBUTION de 751,83 € HT soit 902,20 € TTC pour l'achat d'une fosse septique destinée à l'aménagement d'un bungalow mis à disposition d'une association

DECISION 2022-192-141 : signée le 05/07/2022 avec GONCET de 1.228,68 € HT soit 1.474,42 € TTC pour la maintenance chauffage (locaux occupés par les Grillons, école maternelle, salle place de l'église et mairie)

DECISION 2022-192-142 : signée le 05/07/2022 avec GONCET de 1.476,87 € HT soit 1.772,24 € TTC pour l'installation de la cuisine pédagogique (plomberie, chauffe-eau, raccordement eau chaude et froide)

DECISION 2022-192-143 : signée le 08/07/2022 avec AMS de 3.378,90 € HT soit 4.054,68 € TTC pour le marquage au sol (ZI la plaine, rue des saules, rue des fougères, ZA Pierre Fondelle, Intriat)

\*\*\*\*\*

#### **DELIBERATION 2022029 : REVERSEMENT AIDE FIPHFP : EQUIPEMENT POUR L'INSERTION DES PERSONNES HANDICAPEES**

Le Conseil Municipal approuve à l'unanimité le reversement de l'aide d'un montant de 1.200 € allouée par le FIPHFP à un membre du personnel dans le cadre de la mise en œuvre de la politique destinée à promouvoir l'insertion professionnelle et le maintien dans l'emploi des personnes handicapées dans le secteur public.

#### **DELIBERATION 2022030 : RECOURS AUX PRESTATIONS D'ENTREPRISES DE TRAVAIL TEMPORAIRE EN CAS D'ACCROISSEMENT TEMPORAIRE D'ACTIVITE**

L'article 21 de la loi n° 2009-972 du 3 août 2009 relative à la mobilité et aux parcours professionnels dans le Fonction publique a modifié la loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale du 26 janvier 1984 en autorisant les collectivités territoriales à faire appel aux prestations d'une entreprise de travail temporaire ; ceci lorsque le centre de gestion dont ils relèvent n'est pas en mesure d'assurer la mission de remplacement prévue à l'article 25 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.

L'obligation de solliciter en premier lieu le centre de gestion a une portée générale et s'applique donc à l'ensemble des collectivités, qu'elles soient ou non affiliées obligatoirement.

Ce recours à l'intérim peut pallier certaines difficultés de recrutement en cas d'urgence et apporter une souplesse et une réactivité accrues dans des situations particulières, encadrées par la loi. Ainsi, les salariés mis à disposition par les entreprises de travail temporaire peuvent effectuer des missions au sein d'une collectivité en cas :

- De remplacement d'un agent momentanément indisponible ;
- De vacance temporaire d'un emploi pour lequel la procédure de recrutement est en cours sans avoir encore abouti ;
- D'accroissement temporaire d'activité ;
- De besoin occasionnel ou temporaire.



S'agissant d'une prestation de service, le recours à une entreprise de travail temporaire doit s'effectuer en application des règles du code des marchés publics, avec publicité et mise en concurrence.

Dans l'immédiat, la commune d'Izernore envisage d'utiliser ce nouveau dispositif pour pallier les absences des dans les quatre cas cités ci-dessus.

Chaque mission fera l'objet d'un contrat de mise à disposition ponctuelle conforme au bon de commande passé par la commune qui en précisera l'objet, la date de début et de fin. Le contrat comprendra les caractéristiques du poste à pourvoir, la qualification professionnelle exigée, le lieu de la mission et horaires de travail, la nature des EPI (Equipements de Protection Individuelle), le cas échéant le montant de la rémunération ainsi que les frais d'agence.

Le Conseil Municipal décide, à l'unanimité d'approuver le recours aux prestations d'une entreprise de travail temporaire en cas d'urgence,

#### **DELIBERATION 2022031 : CREATION D'UN POSTE EN CDD A TEMPS COMPLET POUR ACCROISSEMENT TEMPORAIRE D'ACTIVITE**

Dans le cadre de la reprise en régie directe des missions de restauration scolaire et de périscolaire pour la rentrée 2022, le planning des ATSEM a été aménagé. D'autre part, le marché public de nettoyage des locaux scolaires et périscolaires arrive à terme au 31 décembre 2022.

En conséquence, le Conseil Municipal approuve la création d'un emploi de catégorie C d'adjoint technique 2<sup>ème</sup> classe, en charge de l'entretien des locaux de l'école, des locaux dédiés aux activités périscolaires et autres locaux communaux en cas de besoin, pour accroissement temporaire d'activité, à temps complet à raison de 35 h par semaine pour une durée maximale d'un an à compter du 22 août 2022.

#### **DELIBERATION 2022032 : DEMANDE DE SUBVENTION POUR LA RESIDENCE AUTONOMIE « LES PRAGNERES »**

Madame le Maire rappelle au Conseil Municipal que la résidence autonomie « les Pragnères » composée de 23 appartements destinés aux personnes âgées et/ou à mobilité réduite, a été construite en 1989.

Pour faciliter l'organisation, la résidence a été confiée en gestion à la SEMCODA.

Une réfection de ces logements est à prévoir afin d'intégrer des travaux de remise en état et de mise en conformité, notamment les salles de bains et les WC devenus obsolètes et pour lesquels un aménagement pour personnes à mobilité réduite est aujourd'hui nécessaire.

Madame le Maire précise que la commune peut être accompagnée dans ce projet par la Caisse de Retraite et Santé au Travail (CARSAT) à hauteur de 50 % et présente au Conseil Municipal le plan de financement ci-après :

<b>LISTE DES EQUIPEMENTS</b>	<b>MONTANT H.T. en €</b>
Dépose des 23 WC anciens Fourniture et pose de 23 WC ergonomiques surrélevés + barres	10.294,80
Remise en état de 20 salles de bain comprenant : <ul style="list-style-type: none"><li>- Remplacement des receveurs</li><li>- Reprise des câblages</li><li>- Pose de plaques murales PVC</li><li>- Combinés de douches thermostatiques</li><li>- Parois de douches en verre</li><li>- Sièges de douche</li></ul>	76.758,84



- Barres de relèvement	
- Divers	
<b>MONTANT TOTAL DES TRAVAUX</b>	<b>95.429,00</b>
Subvention CARSAT 50 %	47.714,50
Autofinancement	47.714,50

Madame le Maire propose au Conseil Municipal de solliciter la CARSAT pour aider au financement du projet de réhabilitation générale des sanitaires et des salles de bains afin de les rendre plus ergonomiques et adaptés aux besoins des résidents.

Le Conseil Municipal, décide à l'unanimité de solliciter l'aide de la CARSAT et tous organismes permettant la réalisation de ce projet pour les logements du foyer « LES PRAGNERES »

### **DELIBERATION 2022033 : MISE EN PLACE DE LA NOMENCLATURE M57 A COMPTER DU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2023**

#### **1 - Rappel du contexte réglementaire et institutionnel**

En application de l'article 106 III de la loi n °2015-9941 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent, par délibération de l'assemblée délibérante, choisir d'adopter le cadre fixant les règles budgétaires et comptables M57 applicables aux métropoles.

Cette instruction, qui est la plus récente, la plus avancée en termes d'exigences comptables et la plus complète, résulte d'une concertation étroite intervenue entre la Direction générale des collectivités locales (DGCL), la Direction générale des finances publiques (DGFIP), les associations d'élus et les acteurs locaux. Destinée à être généralisée, la M57 deviendra le référentiel de droit commun de toutes les collectivités locales d'ici au 1er janvier 2024.

Reprenant sur le plan budgétaire les principes communs aux trois référentiels M14 (Communes et Etablissements publics de coopération intercommunale), M52 (Départements) et M71 (Régions), elle a été conçue pour retracer l'ensemble des compétences exercées par les collectivités territoriales. Le budget M57 est ainsi voté soit par nature, soit par fonction.

Le référentiel budgétaire et comptable M57 étend en outre à toutes les collectivités les règles budgétaires assouplies dont bénéficient déjà les Régions, offrant une plus grande marge de manœuvre aux gestionnaires.

Par ailleurs, une faculté est donnée à l'organe délibérant de déléguer à l'exécutif la possibilité de procéder, dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections, à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel. Ces mouvements font alors l'objet d'une communication à l'assemblée au plus proche conseil suivant cette décision.

Compte tenu de ce contexte réglementaire et de l'optimisation de gestion qu'elle introduit, il est proposé d'adopter la mise en place de la nomenclature budgétaire et comptable et l'application de la M57, pour le Budget Principal à compter du 1er janvier 2023.

La M57 prévoit que les communes de moins de 3 500 habitants peuvent appliquer la M57 abrégée. La commune peut décider d'opter pour la M57 développée pour avoir des comptes plus détaillés. Toutefois les obligations budgétaires des communes de plus de 3 500 habitants ne s'appliqueront pas.

L'option à la M57 développée doit être mentionnée dans la délibération. A défaut, la nomenclature prévue pour strate de population s'appliquera.

#### **2 - Application de la fongibilité des crédits**



L'instruction comptable et budgétaire M57 permet de disposer de plus de souplesse budgétaire puisqu'elle autorise le conseil municipal à déléguer au maire la possibilité de procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7,5% du montant des dépenses réelles de chacune des sections (article L. 5217-10-6 du CGCT). Dans ce cas, le maire informe l'assemblée délibérante de ces mouvements de crédits lors de sa plus proche séance.

A titre d'information, le budget primitif 2022 s'élève à 9 567 747.63 € en section de fonctionnement et à 8 020 560.63 € en section d'investissement.

La règle de fongibilité des crédits aurait porté en 2022 sur 3 076 378.00 € en fonctionnement et sur 7 770 560.63 € en investissement.

### 3 - Fixation du mode de gestion des amortissements en M57

La mise en place de la nomenclature budgétaire et comptable M57 au 1er janvier 2023 implique de fixer le mode de gestion des amortissements des immobilisations.

Pour les collectivités de moins de 3500 habitants, il n'y a pas d'obligation de procéder à l'amortissement des immobilisations à l'exception des subventions d'équipement versées ainsi que des frais d'études s'ils ne sont pas suivis de réalisations.

La nomenclature M57 pose le principe de l'amortissement d'une immobilisation au prorata temporis. L'amortissement commence à la date de mise en service de l'immobilisation financée chez l'entité bénéficiaire. Néanmoins, dans la logique d'une approche par les enjeux, une entité peut justifier la mise en place d'un aménagement de la règle du prorata temporis pour les nouvelles immobilisations mises en service, notamment pour des catégories d'immobilisations faisant l'objet d'un suivi globalisé à l'inventaire (biens acquis par lot, petit matériel ou outillage, fonds documentaires...). Cette simplification consiste à calculer l'amortissement à partir du début de l'exercice suivant la date de mise en service, la dernière annuité courant jusqu'au 31 décembre de l'exercice même lorsque le bien est vendu en cours d'année. Les dotations aux amortissements de ces biens sont ainsi calculées en annuités pleines pendant toute la période d'amortissement. La mise en œuvre de cette simplification fait l'objet d'une délibération listant les catégories de biens concernés (le principe de permanence des méthodes comptables impose une harmonisation des modalités d'amortissement pour une même catégorie de bien).

Ceci étant exposé, il vous est demandé, Mesdames et Messieurs, de bien vouloir :

**Article 1 :** Adopter la mise en place de la nomenclature budgétaire et comptable de la M57, pour le Budget principal de la commune d'IZERNORE identifié 24900, à compter du 1er janvier 2023.

La commune opte pour le recours à la nomenclature M57 abrégée.

**Article 2 :** Conserver un vote par nature et par chapitre globalisé à compter du 1er janvier 2023.

**Article 3 :** Autoriser Madame le Maire à procéder, à compter du 1er janvier 2023, à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, et ce, dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections.

**Article 4 :** Déroger à l'amortissement des subventions d'équipement versées au prorata temporis

**Article 5 :** Autoriser Madame le Maire ou son représentant délégué à signer tout document permettant l'application de la présente délibération.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, après avoir pris connaissance de l'avis du comptable, décide à l'unanimité d'approuver la mise en place de la nomenclature M57 à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, telle que présentée ci-dessus.

**DELIBERATION 2022034 : APPROBATION DES REGLEMENTS INTERIEURS DES SERVICES D'ACCOMPAGNEMENT AU TRANSPORT SCOLAIRE, DE RESTAURATION SCOLAIRE ET DE SERVICE PERISCOLAIRE**

Madame le Maire rappelle qu'à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2022 interviendra la réinternalisation des services de restauration scolaire, de garderie périscolaire et d'accompagnement du transport scolaire. Dans ce cadre il y a lieu d'adopter un règlement intérieur inhérent à chacun des services.

Le Conseil Municipal, décide à l'unanimité d'adopter les règlements intérieurs ci-dessous.

Ces documents, consultables en mairie, seront remis ou adressés par mail à chaque famille qui souhaitera inscrire son ou ses enfants aux services concernés.

- REGLEMENT INTERIEUR DU SERVICE DE RESTAURATION SCOLAIRE ET DU TEMPS MERIDIEN
- REGLEMENT INTERIEUR DU SERVICE DE GARDERIE PERISCOLAIRE
- REGLEMENT INTERIEUR DU SERVICE D'ACCOMPAGNEMENT DU TRANSPORT SCOLAIRE

\*\*\*\*\*

**FONCTIONNEMENT DES COLLECTIVITES - VIE COMMUNALE**

**MISE A JOUR DES COMMISSIONS MUNICIPALES**

Madame le Maire informe l'assemblée délibérante que suite à la démission de M. Luc ALLEGRETTI du Conseil Municipal, il y a lieu de mettre à jour le tableau des commissions municipales.

Les modifications sont les suivantes :

COMMISSION SPORTS LOISIRS : M. Jean-Marie PONCET, référent

Mme Juliette AUGERT et M. Pascal CURTET, nouveaux membres

COMMISSION SECURITE : M. Hervé GARBE, référent

Mme Claire ZARA-MARMETH, nouveau membre

**VIE SCOLAIRE ET PERISCOLAIRE**

**Ecole :**

Mme Christianne MAURON présente au Conseil Municipal le compte-rendu du conseil d'école du 14 juin 2022.

- Exposition sur le thème de l'animation « cirque à l'école ». Les parents ont apprécié cette animation, leurs retours sont très positifs.
- Activité « basket à l'école » pour les grandes section, CP, CE 1 et CE 2
- Projet « DOUDOUS » en collaboration avec les classes de 6<sup>ème</sup> du collège de Montréal-la-Cluse qui ont fabriqué des « doudous » sur la base des enfants de CM2. Ils ont été remis le 24 juin dernier.
- L'école remercie la mairie et les services techniques pour la fourniture de plantes pour le jardin.

**PREPARATION DE LA RENTREE SCOLAIRE :**

- A ce jour 260 enfants inscrits à l'école dont 10 en section ULIS, (il en faudrait 272 pour une création).
- Travaux d'été et déménagement de classes à prévoir
- Visite des familles pour les classes de petites sections : 29 ou 30 août (en attente de confirmation)



- Sécurité aux abords de l'école : une ligne blanche continue sera tracée rue de l'Oignin afin d'éviter les débordements des voitures en stationnement minute créant un danger pour les enfants.

## GESTION FORESTIERE

M. Raymond JOYARD présente au Conseil Municipal le compte-rendu de l'assemblée générale des communes forestières qui s'est tenue à Nantua le 27 juin dernier.

- 6000 collectivités sont adhérentes au niveau national, dont 88 pour le département de l'Ain.
- Conduire une forêt de façon durable permet de régénérer et d'offrir un lieu au public en toute sécurité.
- Aujourd'hui il est impératif de s'adapter aux dérèglements climatiques.
- Les problèmes de surnombre des grands cervidés sont à prendre en compte.
- Présentation du rapport financier.

M. Sébastien BRUNET, chargé de mission, a présenté le rapport du COFOR :

146 élus ont été formés en 8 sessions sur 3 thèmes différents :

- Bois/énergie (avec ALEC 01)
- Elus/chasseurs
- Animations foncières : les actes administratifs

Par ailleurs, d'autres thèmes ont été abordés :

- La chasse,
- Le contrat approvisionnement en bois,
- Le Plan de Relance forestier dont la commune a pu bénéficier pour la plantation de nouveaux plants de 50 espèces différentes,
- L'accompagnement dans les collèges
- Les bois déperissants : 62000 m<sup>3</sup> en 2021 et 25900 m<sup>3</sup> pour le 1<sup>er</sup> semestre 2022
- Augmentation du prix moyen des bois : 61 €/m<sup>3</sup> en 2022 contre 38 €/m<sup>3</sup> en 2020, il est toutefois constaté une baisse des demandes en pin douglas.
- La reprise des plantations effectuée est décevante : les plans seront remplacés à 80 % (sur les plans non aboutis).

## VIE CULTURELLE ET ASSOCIATIVE

### VIE ASSOCIATIVE :

Mme Edda GRASSET présente la manifestation organisée par la commission sports loisirs information qui se tiendra le samedi 3 septembre 2022, de 10h à 18h au complexe de la Vignette.

Une première rencontre avec les présidents s'est déroulée en mairie en présence de 14 associations intéressées par cette opération.

M. Xavier BOSSAN fait par au Conseil Municipal des remerciements de l'association sportive du collège de Montréal-la-Cluse pour le versement d'une subvention.

M. Xavier BOSSAN note que les associations doivent désormais signer un contrat de location et remettre un chèque caution en cas de prêt de matériel. Cette procédure est récente. Une information complète sera réalisée auprès des présidents.

Le départ d'une étape du Tour du Valromey a été organisé à Izernore le 16 juillet dernier. M. Michel MOINE présente les remerciements au Conseil Municipal pour l'implication des personnes présentes lors de la mise en place et du rangement.

Il regrette le peu de public présent qui peut s'expliquer par un manque de communication, une forte chaleur et le fait qu'il s'agissait d'un départ de course et non d'une arrivée.



29 équipes internationales étaient présentes - comprenant 132 coureurs sur les 166 au départ du Tour (abandons suite à de fortes chaleurs).

### VIE CULTURELLE :

#### Retour sur les Journées Nationales de l'Archéologie :

Mme Françoise DESMIDT rappelle qu'à cette occasion M. FERBER, de l'INRAP est intervenu au sein de l'école des III Colonnes, et a présenté le résultat des dernières fouilles réalisées en 2021.

Une dizaine de personnes étaient présente à cette conférence.

#### Fréquentation du musée :

Au mois de juin beaucoup de classes scolaires sont venues en visite de fin d'année au musée.

Une stagiaire est intervenue pour 15 jours en aide complémentaire du fait de l'absence d'une personne du musée jusqu'à fin juillet.

Les visites programmées au mois d'août ont dû être annulées par manque de personnel.

L'exposition « Légo » ne présente pas un bilan de fréquentation très élevé, toutefois, elle se poursuit jusqu'à la fin de l'année 2022. Un rappel de communication sera réalisé en septembre.

### COMMISSION INFORMATION

Bulletin municipal :

La commission information est en attente du Bon A Tirer et une distribution sera assurée fin juillet.

### SECURITE

M. Michel MOINE présente au Conseil Municipal les bases du Plan Communal de Sauvegarde (PCS) qui doit être élaboré par la commune.

- Définition des rôles : Sylvie COMUZZI et Michel MOINE - poste de commandement  
Jean-Marie PONCET - information à la population  
Christophe PERROUSSET - soutien logistique  
Claire ZARA-MARMETH : secrétariat

Les autres membres du Conseil Municipal sont sollicités pour s'inscrire auprès des responsables des groupes information et logistique.

Une réserve de sécurité civile est en cours et concernera les administrés.

Un Centre d'Accueil et Regroupement (CAR) peut être mis en place selon le niveau d'urgence.

Ce PCS peut être mis en place en cas de sinistre, soit sur la commune ou sur le territoire d'HBA, dans ce cas il s'agira d'un PCIS.

### H.B.A.

Madame le Maire fait part au Conseil Municipal de l'installation d'une 4<sup>ème</sup> déchetterie sur le territoire intercommunal à Saint-Martin-du-Fresne.

Des modifications concernant le tri sélectif sont engagées pour 2023 et 2024, les modalités seront précisées ultérieurement aux usagers par HBA.

Le camping de Matafelon-Granges a ouvert ses portes après fermeture. C'est l'enseigne « CAMPING PARADIS » (75 campings en France) qui en aura la gestion par Délégation de Services Publics. Ce camping comprend 127 emplacements et 10 hébergements.

La fourrière animale met en place une procédure, M. Olivier ORSINI, Policier Municipal de la commune d'Izernore est le référent. Les administrés peuvent le contacter en mairie.

\*\*\*\*\*

### QUESTIONS DIVERSES

M. Michel MOINE signale que le panneau lumineux ne présente pas toujours des informations visuelles optimales. La lecture n'est pas toujours aisée.

Il est prévu que l'agent en charge de la gestion du panneau fasse une formation à la rentrée avec le fournisseur afin d'optimiser cet affichage.

Mme Françoise DESMIDT informe le Conseil Municipal qu'une animation « brouillon de culture » aura lieu à la bibliothèque le 20 juillet 2022 à 20h.

Madame le Maire informe le Conseil Municipal que les Grillons lui ont adressé une invitation à l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire qui aura lieu le 20 juillet dans les locaux du périscolaire.

\*\*\*\*\*

Madame le Maire a clos cette séance du Conseil Municipal à 21h05

Sylvie COMUZZI

Maire d'Izernore



Hervé GARBE

Secrétaire de séance